

Grand Dialogue National

Yaoundé, 30 Septembre 2019

IMPACTS ECONOMIQUES DE LA CRISE DES REGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

*Par Monsieur Célestin TAWAMBA
Président du GICAM*

Your Excellency, The Prime Minister, Head of Government,

Distinguished participants,

Ladies and Gentlemen,

On this momentous day in the history of our Fatherland, I am humbled and grateful for the opportunity to address this August Assembly

Il m'a été demandé de vous présenter l'analyse conduite par le GICAM des impacts économiques de la crise sécuritaire qui sévit dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest de notre pays depuis bientôt trois (03) ans.

Le GICAM avait déjà au mois de mai de l'année dernière rendu public une évaluation des conséquences économiques de cette crise. Il vient d'en faire une mise à jour dont je vous donne ici un bref aperçu.

S'il est évident que les chocs de cette crise sont d'abord humanitaires et sociaux, l'insécurité a des incidences économiques graves et des répercussions néfastes sur l'activité des entreprises et en conséquence sur la croissance de notre économie.

Le tissu productif a été ciblé, parfois de manière délibérée, par des actions visant à détruire l'économie des Régions concernées. Progressivement, celle-ci s'est effondrée et se trouve aujourd'hui au bord du gouffre.

The crisis has taken a toll, on our national life and the economic consequences have been devastating. This can be illustrated with the following examples:

- Operations "Ghost town" and "Lock down" have resulted in a loss of about 31% of business activity for almost 3 years now;
- Intimidation, kidnapping, and killings of employees and business owners has forced them to close their businesses or make costly adjustments;
- Targeted attacks and destruction of both private and public economic structures;
- Displacement of populations that destabilize both workforce and trade opportunities;
- Halting of public investment projects;
- etc.

En raison de cette crise, la plupart des flux économiques subissant des perturbations, des épisodes d'inflation et de pénuries se font de plus en plus réguliers.

De manière spécifique et sectorielle, l'on note que :

- L'activité de transport est quasiment à l'arrêt suite aux incendies de plusieurs véhicules et l'insécurité ;
- L'exploitation forestière est à l'abandon,
- La filière banane à travers la CDC qui représente 40% des exportations de notre pays est à l'arrêt depuis un an.
- La Société PAMOL dans la filière de l'huile de palme est l'agonie ;
- La production cacaoyère a baissé de près de 22%
- Les filières caoutchouc, café et thé sont aussi lourdement impactées
- Les secteurs de la distribution des produits alimentaires et du carburant ont baissé de près de 50%
- Le service internet n'est plus assuré sur plus de 40% de ces Régions en raison des destructions des équipements des opérateurs de télécommunications ;
- Près de 60% du territoire de ces Régions n'est plus alimenté par l'énergie électrique.

En termes chiffrés, l'évaluation encore non exhaustive affiche :

- Environ 785 milliards de F CFA de manque à gagner en chiffres d'affaires sur les trois années ;
- Plus de 40 milliards de F CFA d'actifs des entreprises perdus, détruits ou dégradés ;
- Plus de 2 milliards de F CFA dépensés par les entreprises pour financer les mesures de sécurisation et les autres ajustements ;
- Près de 75 milliards de perte en rentrée des devises
- Près de 35 milliards de manque à gagner aux planteurs de cacao
- Plus de 10,5 milliards de F CFA d'impôts et taxes compromis et ;
- Près 17 000 emplois perdus dans le secteur formel.

Comme vous pouvez le constater, les dégâts économiques sont très importants, la crise sécuritaire dans le NOSO c'est au moins 1 point de croissance de perdu par an pour l'économie camerounaise. Le coût de la reconstruction et de la remise en état des outils de production sera très élevé.

En un mot, le climat de terreur et d'insécurité **détruit les actifs, bride les activités et accroît les passifs des entreprises. Il est lourd le tribut payé à la guerre par les entreprises et l'économie.**

**Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Selon une récente enquête du GICAM, 86% des chefs d'entreprises indiquent que cette crise a des répercussions négatives sur leurs activités. Il y a donc urgence à mettre un terme à cette situation qui n'a que trop duré.

De fait, nous sommes persuadés que chaque crise doit être une opportunité de se remettre en cause, de se fortifier et d'avancer avec des convictions éprouvées et un élan encore plus fort.

Pour le développement d'une culture de la paix que nous appelons de nos vœux, nous mettons en avant l'impératif de la préservation des entreprises. Nous sommes d'autant plus fondés à le faire que l'entreprise est le creuset de l'intégration nationale, elle est le reflet de la diversité du peuple camerounais et, par la création durable des richesses et des emplois, elle sert de rempart aux vellétés de divisions et de rupture de notre lien national.

Plusieurs mesures ont été prises par le Gouvernement pour accompagner le redémarrage des activités économiques dans ces régions. Mais rien mais alors rien ne pourrait être fait sans la **PAIX**.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Célestin TAWAMBA
Président